

de la Cour suprême, je crois, leur en nommerait un. Je suis directement opposé à toute administration par le gouvernement, parce que je crois que ce qui est l'affaire de tout le monde n'est l'affaire de personne. Les Etats-Unis, pays bien plus riche que nous, ont eu recours à l'administration de l'Etat, et ont perdu quotidiennement des millions. Ils ont remis l'administration des chemins de fer aux compagnies privées. Ces chemins de fer n'étaient pas seulement en banqueroute, mais le lit de la voie, le matériel roulant et tout l'outillage se trouvaient délabrés. Même construit par un pays grand et riche, et même durant la guerre alors que partout ailleurs on encaissait des bénéfices considérables, cet essai n'a rien rapporté.

Je ne suis pas l'auteur du projet de commission mixte, mais je pense que c'est la bonne manière d'empêcher les doubles services. Y a-t-il quelque bon sens dans les méthodes actuelles? Consultez l'horaire des trains qui laissent Montréal à la même heure, pour arriver ici à la même heure, sur des lignes traversant à peu près les mêmes endroits. Et ce double service a lieu tous les jours et plusieurs fois par jour. Quel bon sens y a-t-il en cela? Ne pourrait-on pas y mettre un terme incontinent? La Commission des chemins de fer fait preuve de négligence. Elle devrait mander M. Beatty et sir Henry Thornton et leur dire: "Vous n'avez pas les moyens de donner un tel service. Il n'y a pas, dans les deux trains, assez de passagers pour en remplir un seul convenablement, et plusieurs voyageurs jouissent du passage de faveur qui n'augmente en rien les recettes." On a parfaitement raison d'effectuer cette réduction de dix pour cent que l'on se propose de faire, mais ce n'est tout au plus qu'une piqûre de puce. Examinez l'extravagance qui a lieu chez ces deux chemins de fer qui se font la lutte. Même si le pays regorgeait de richesse, cette extravagance dépasse nos moyens. Les salaires des employés de chemins de fer sont réduits. Ils avaient augmenté en même temps que le coût de la vie. Mais à présent le coût de la vie baisse. On achète à Montréal aujourd'hui deux douzaines d'œufs pour ce que nous coûtait une douzaine autrefois. Trois sacs de pommes de terre valent aujourd'hui ce que valait un sac autrefois. Si les salaires baissaient dans la même mesure tout devrait bien aller.

On a beaucoup parlé du commerce extérieur du Canada. Très bien, si vous pouvez l'obtenir, mais pendant une couple de siècles, le Canada a suffi à ses propres besoins, et il a progressé. J'ai voulu connaître la statistique de notre commerce extérieur avant la Confédération. Il était très minime. Les

L'hon. M. CASGRAIN.

gens voyaient à leurs propres besoins. L'honorable membre de Salaberry (l'honorable M. Béique) vous dira que là où il a été élevé, toute la famille dépensait très peu en une année, et que toutes les dépenses se faisaient chez nous. Je ne crois pas que le cultivateur ordinaire dépense plus, par année, que vingt ou vingt-cinq dollars en articles d'importation, pour sa femme et sa famille de sept ou huit enfants. Il n'est rien que nous ne pourrions pas fabriquer chez nous, et nos importations remplissent des wagons. Rien ne nous empêche de fabriquer notre sucre en notre pays. L'Angleterre, qui possède presque la totalité des plantations de cannes à sucre du globe, consomme surtout du sucre de betterave. Après la guerre napoléonienne, la France ne pouvait plus se procurer de sucre, l'Angleterre ayant la maîtrise des mers, parce qu'elle ne pouvait importer de cannes à sucre. Des savants français ont dit: "Nous allons faire du sucre avec des betteraves." Et aujourd'hui, la France exporte beaucoup de sucre, sur la Méditerranée, à ce territoire français immense peuplé de soixante millions de noirs.

Nous avons quinze fabriques de soie artificielle. Nous n'avons aucun besoin de coton. Dans notre jeunesse, il n'y avait que très peu de coton au pays. On avait de la toile, ce qui est bien mieux. Si vous étiez entrés dans une maison de campagne de notre province, vous y auriez aperçu un métier. L'honorable membre de Salaberry affirme que les gens avaient l'habitude de tisser leurs propres draps, leurs couvertures et leurs couvre-pieds, dans l'endroit même où il a grandi. Nulle part faisait-on les chaussures à aussi bon marché qu'au Canada, et il est étrange qu'en l'absence de droits sur les chaussures qui entraient aux Etats-Unis, on n'y pouvait vendre de chaussures canadiennes. Pour une raison ou pour une autre, les Américains n'en aimaient pas la forme. C'est un mystère impossible à expliquer.

Je m'écarte, quelque peu, je le crains bien, du sentier...

Le très honorable M. GRAHAM: C'est rarement, en tout cas, le sentier battu.

L'honorable M. CASGRAIN: J'ai cru intéressant de me procurer un exemplaire du Statut de Westminster. Cela me fait penser à la Conférence impériale. Le Statut n'est pas long, et quand vous l'avez parcouru en entier, vous n'en retenez pas grand'chose. J'ai aussi un exemplaire des débats de la Chambre des communes impériales sur ce Statut. Nous nous rappelons tous que quand le premier ministre, le très honorable M. King, revint, il déclara que tout était changé, que nous allions être une nation indépendante, et le reste. Un autre premier ministre revenait